

L'ÉDUCATION EN ROUMANIE PENDANT LE COMMUNISME: PRINCIPES, PRATIQUES ET EXCÉDENTS DE LA PÉRIODE DE TRANSITION¹

Vlad-Ovidiu CIOACĂ

Master 2, Développement Communautaire et Intégration Européenne
Universite de Craiova (Roumanie)

vllad_ovidiu@yahoo.com

Abstract: *The present article aims to synthesize the most important characteristics of the education system in communist Romania (1948-1989) and the dysfunctions that characterized the state of this system in the first decades after the fall of the old regime. We will analyze, for a start, the theoretical-ideological premises of the socialist-communist education (paternalism, centralism, uniformity, correlation with the sphere of production, etc.), and then we will exemplify, by means of empirical data and by resorting to the works of important exegetes, the evolutionary directions, the strengths and weaknesses of education in Romania during the communist period. At the same time, we have proposed a review of the educational policies adopted by the communist governments and of the dimensions that the education crisis has foreshadowed in the Romanian society since 1989.*

Keywords: *communism, education system, communist education, socialism, communist Romania, educational policy*

1. Les principes généraux de l'éducation socialiste dans la Roumanie communiste

Conformément aux principes énoncés par la militante bolchevique Alexandra Kollontai (1977), l'éducation des descendants a cessé de définir dans le communisme la fonction prioritaire de l'institution familiale. La responsabilité de la formation des nouvelles générations a été transférée, par un raisonnement paternaliste, à l'attribution des institutions de l'État. En conséquence, l'éducation au sein de la famille - dans la mesure du possible - devait reposer sur le même principe d'éthique que celui qui a présidé à l'élaboration des programmes d'enseignement et à la formation du personnel enseignant. L'exclusivisme idéologique et le modèle centralisateur paternaliste ont été, en conséquence, les éléments déterminants permettant de comprendre l'histoire de l'éducation roumaine dans le communisme et d'expliquer certaines des tendances évolutives suivies immédiatement après. Sans contredire les prémisses précédentes, il est difficile de nier l'intérêt constant des communistes roumains pour l'alphabétisation d'un pourcentage élevé de la population: «dans quelques années (jusqu'en 1956), les communistes avaient presque éliminé l'analphabétisme dans l'enseignement

¹ Cet article représente une version synthétique du chapitre « Sistemul de învățământ și politicile educaționale », qui fait partie du livre « Viața cotidiană în România comunistă » Beladi&Sitech, Craiova, 2019.

élémentaire (enseignement primaire) étant inclus tous les enfants âgés de 7 à 11 ans. *Volens-nolens*, beaucoup étant pauvres et coincés, les enfants ont été envoyés à l'école et ont réussi à apprendre à écrire, à lire et à compter» (Școala Românească, 2013).

Compte tenu des données statistiques - éventuellement déformées par les autorités de l'époque, mais pas au point de justifier le déni d'alphabétisation comme un phénomène sans précédent jusque-là - les questions suivantes se posent: *Qu'est-ce qui a poussé les communistes roumains à recourir à une telle politique dans le domaine de l'enseignement primaire? Quelles sont les raisons de l'énorme mobilisation de ressources pour l'émancipation et la culturalisation de la population? L'action politique était-elle guidée par une éthique de croyance ou de responsabilité?* Il est irréaliste de supposer que l'objectif politique était limité à l'intérêt inconditionnel des nomenclatures des partis pour l'émancipation à tout prix des descendants de la *classe ouvrière*.

L'alphabétisation et la culturalisation des masses n'ont pas été les finalités de l'action politique, mais plutôt des étapes intermédiaires pour atteindre des enjeux beaucoup plus importants. En réalité, un niveau d'éducation minimum était, à notre avis, la condition *sine qua non* de la formation du *nouvel homme*.

La propagande, diffusée notamment par les moyens de communication de masse, aurait été sans effet pour les citoyens ne disposant pas du capital d'information et des compétences cognitives nécessaires pour utiliser ces moyens - non seulement dans leur dimension strictement technologique mais aussi dans leur dimension axiologique-normatif (Godin, 2010) - et pour lequel des expressions telles que «lutte des classes», «dictature du prolétariat» ou «socialisme» ont été résumées en constructions abstraites, incompréhensibles, sans signification et donc non opérantes au niveau des heuristiques quotidiennes. De ce point de vue, l'alphabétisation, suivie de l'acquisition d'une culture politique minimale, devait jeter les bases optimales sur lesquelles le discours de propagande pouvait s'enraciner et développer l'adaptabilité, dans le contexte de l'exode vers l'environnement urbain et de la croissance massive de l'emploi dans le secteur industriel. Un autre argument avancé en faveur des politiques éducatives pendant la période du communisme roumain met en avant la modernisation du système éducatif et l'augmentation des normes de qualité à un niveau jugé bien supérieur à celui de l'entre-deux-guerres. Comme le souligne le sociologue Adrian Hatos, il ne faut pas perdre de vue que «l'Etat communiste n'a géré que par des moyens spécifiques cette modernisation à laquelle il a été contraint par la concurrence mondiale à laquelle il a participé» (2006, p.52).

En fait, des progrès ont été réalisés dans la plupart des États, qu'ils soient capitalistes ou socialistes. Ensuite, la thèse de l'élévation des normes de qualité, en corrélation avec un accès accru à l'éducation, est très discutable. Nous y reviendrons. L'éducation roumaine de la période communiste se caractérisait par une remarquable uniformité scolaire. En théorie, tous les élèves étaient égaux et cette égalité s'exprimait dans les uniformes scolaires, dans le manuel unique, dans

les fournitures scolaires similaires, dans les méthodes d'enseignement, etc. Toutes les tentatives visant à créer une «égalité socialiste» ne pourraient, dans la pratique, aboutir à une éducation libérale: «au-delà des revendications des régimes communistes, l'éducation communiste a accompli beaucoup moins en termes d'égalité des chances sociales et éducatives que de nombreux régimes démocrates libéraux dans le monde de l'Ouest» (*Ibidem*).

Une particularité de l'éducation communiste réside également dans le lien étroit qui existe entre *l'activité d'enseignement et d'éducation* et *l'activité de production*, afin de *développer harmonieusement* les étudiants en tant que futurs *ouvriers*. Dans le programme du Parti communiste de 1974, il est mentionné: «Dans les écoles de tous niveaux, dans le cadre du processus éducatif, la participation effective des enseignants et des étudiants à l'activité de production sera organisée. L'enseignement secondaire sera principalement axé sur les profils industriels, agricoles et économiques. [...] Chaque école devra devenir en même temps une unité de production fournissant aux étudiants une formation pratique appropriée» (p. 73)

Le système éducatif était en grande partie assimilé au système de propagande, ainsi qu'au système de médias, par lequel une grande partie de la population était *éduquée*. L'éthique du travail socialiste, les principes d'égalité et d'uniformité, la crainte de l'autorité, le culte de la personnalité du dirigeant suprême - que l'on parle de Gheorghe Gheorghiu-Dej ou de Nicolae Ceaușescu - ont créé des points de repère précieux autour desquels le système éducatif a été construit, organisé ou a fonctionné. Ces principes, inoculés depuis l'ère des *pionniers*, ont été consolidés au niveau du lycée et, plus rarement, à l'enseignement universitaire, lorsque les cours sur l'éthique et les fondements constitutionnels de l'ordre juridique roumain ont légitimé, par des rationalisations beaucoup plus larges, les idées transmises dès le début des années d'école, pour reconformer et consolider ce qui avait été auparavant intériorisé par une socialisation anticipative.

2. Caractéristiques et domaines de dysfonctionnement de l'éducation en Roumanie, entre 1948 et 1989

Nous allons présenter et analyser les caractéristiques suivantes de l'éducation roumaine à partir des années 1980, qui viennent compléter, de manière empirique, les principes théoriques et idéologiques énoncés ci-dessus (Vlăsceanu în Zamfir, Zamfir, coord., 1995: 255-283):

- a) durée de l'enseignement de base obligatoire était de 10 ans, ce qui a nécessité, dans un premier temps, la mobilisation de ressources considérables en faveur de ce secteur; en dépit des allocations importantes - qui ont implicitement conduit à la négligence de l'enseignement supérieur - la rareté des ressources et la réduction des normes de qualité ont fait sentir leur présence dans l'enseignement considéré comme fondamental (*de base*), précisément celui auquel les ressources étaient affectées;

- b) à partir de 14 ans, la professionnalisation des étudiants a été recherchée afin d'acquérir des métiers spécifiques, avec la poursuite en parallèle de la formation théorique;
- c) l'enseignement universitaire était sous-développé; l'accent a été mis sur les formes à distance (*seral* – en roumain), respectivement sans fréquence, sur les disciplines technologiques; les formations humanistes et sociales ont été réduits au stade de l'existence formelle, et certains ont été, même, interdits;
- d) le *chômage caché* est devenu un problème socio-économique maintenu structurellement, avec «l'affectation de diplômés à des postes professionnels souvent incompatibles avec les qualifications conférées à l'école», ce qui a entraîné un "état contradictoire de sur-scolarisation apparente et de sous-utilisation chronique des qualifications» (*Ibidem*).

À partir des conclusions précédentes, l'auteur cité résume une multitude de dysfonctionnements systémiques majeurs qui ont perturbé le système éducatif au cours des dernières décennies de la période communiste:

- «expansion quantitative forcée dans des conditions d'épuisement continu des ressources et de dégradation de la qualité de l'éducation;
- centralisation bureaucratique et monopolisation des décisions, corrélées à l'ignorance des messages venant d'en bas;
- l'orientation vers des correspondances aussi proches que possible de la division des professions et de la division des chaînes scolaires, dans les conditions d'une dynamique différente de la division du travail et de la consécration des qualifications;
- culture de l'esprit de reproduction et de soumission individuelle lorsque l'initiative et la pensée indépendante sont devenues de plus en plus nécessaires» (*Ibidem*).

L'academicien Dinu C. Giurescu (2001) souligne à son tour les caractéristiques suivantes de l'éducation communiste, sans insister sur une évaluation dichotomique: *des aspects positifs et négatifs*:

- a. du point de vue du nombre de personnes scolarisées, il a changé de 1.664.014 (en 1938/1939) à 4.544.251 (en 1989/1990), ce qui se traduit par une augmentation du taux de scolarisation de 273%;
- b. la Roumanie consacrait 2% du PIB à l'éducation en 1989, ce qui la place au dernier rang d'une étude menée sur 25 pays capitalistes et socialistes;
- c. le processus d'alphabétisation, en particulier dans les zones rurales, a été massif, passant de 43% de la population de plus de 7 ans analphabète en 1930 à une éradication quasi totale de l'analphabétisme;
- d. entre 1948 et 1968, l'éducation roumaine était soumise à un processus continu de soviétisation et, après 1970, son rôle se limitait à la formation de personnel qualifié pour l'exécution des plans dans l'industrie;
- e. après une période de relâchement relatif (1968-1977) et commençant avec le début de l'année scolaire 1977-1978, une nouvelle étape de politisation de l'éducation a lieu, qui comprenait, parmi autres:

- consacrer un poids important de l'année scolaire à la réalisation d'activités "bénévoles", dont la pratique est devenue obligatoire, telles que le travail agricole;
- le début de la campagne de collecte de matériaux réutilisables que les élèves devaient apporter à l'école «peu importe où ils les ont procurés» (*Ibidem*);
- les conditions précaires des salles de classe: «à partir de 1984, pendant 4 à 5 mois par an, la température était au mieux de 12 o 14 ° C; dans les classes et à dans les résidences universitaires; lors de activités, les élèves, comme les étudiants, étaient assis avec manteaux et chapeaux; les enseignants aussi; les cas de gale sont réapparues» (*Ibidem*);
- détérioration de la situation alimentaire: «En 1989, les étudiants de Bucarest ne pouvaient pas acheter des aliments (notamment de charcuterie, boucherie) à l'*Alimentara* s'ils avaient leur résidence permanente dans d'autres localités» (*Ibidem*);
- isolement de l'éducation, avec interruption des échanges internationaux et suppression des livres publiés à l'étranger.

3. L'évolution de la législation dans le domaine de l'éducation en Roumanie, pendant le communisme

Nous mentionnons ci-dessous les principaux actes normatifs adoptés sous le régime communiste et revêtant une importance particulière pour le domaine de l'éducation. Nous ne proposons pas un inventaire exhaustif de la législation en la matière, ni une analyse détaillée des politiques éducatives de la période concernée.

Tableau 1. *Législation dans le domaine de l'éducation en Roumanie, pendant le communisme*

| | |
|--|---|
| <i>Loi sur l'éducation du 3 août 1948 (décret 175)</i> | Il décrit le caractère <i>de masse</i> de l'éducation et le relie aux nouvelles réalités (géo) politiques. La langue russe devient obligatoire et des écoles spéciales pour les ouvriers sont créées. Les programmes scolaires et le matériel pédagogique imitent le modèle soviétique. L'alphabétisation et la culturalisation de la population sont systématiquement poursuivies. |
| <i>La loi sur l'éducation du 13 mai 1968</i> | L'obligation d'étudier la langue russe cesse. L'enseignement obligatoire devient de 10 ans, en étant reconnu en total six stades d'instruction. Il y a une libéralisation de l'éducation et les droits des cultes religieux et des minorités nationales sont élargis. |
| <i>La loi sur l'éducation du 21 décembre 1978</i> | Avec un fort caractère idéologique, cette loi insiste sur le rôle de la formation dans la formation de la société socialiste et renforce le statut de l'école en tant qu'institution de contrôle politique. Les sciences sociales sont totalement subordonnées à l'idéologie du Parti Communiste, évoquées de manière récurrente dans le texte de loi. |

4. Dimensions de la crise de l'éducation pendant la période de transition

Menant une analyse des rhétoriques multiples sur *la crise du système éducatif*, le sociologue Lazăr Vlăsceanu, en accord avec la multi-dimensionnalité de la phrase évoquée, délimite les dimensions suivantes de la manifestation de la *crise* du système éducatif roumain, après 1989 (*Idem*, pp 255-283):

- a) au *niveau structurel*: l'insuffisance des structures institutionnelles au besoin de développement
- b) au *niveau de la sélection*: en reproduisant les inégalités (Toc, 2018) et la non-correspondance entre l'offre éducative et les exigences du marché du travail (Ilie, 2015);
- c) au *niveau financier*: allocation insuffisante de ressources financières;
- d) au *niveau des contenus*: écart entre le stock social de connaissances et le stock de connaissances transmis au cours des activités pédagogiques;
- e) au *niveau méthodologique*: en perpétuant des modèles d'enseignement-apprentissage périmés.

Les dimensions mentionnées ci-dessus n'épuisent pas toutes les formes de manifestation de la crise dans l'éducation roumaine actuelle. La particularisation de chacun d'entre eux au niveau micro et macro, ainsi qu'au niveau de chaque cycle d'enseignement et de programme, offre les bases théoriques et méthodologiques nécessaires à un diagnostic beaucoup plus précis. Par exemple, si nous nous référons uniquement à l'enseignement supérieur, nous découvrons les positions périphériques que les universités roumaines occupent dans les hiérarchies internationales, quelles que soient les méthodologies utilisées, les critères et les tests empiriques utilisés pour établir ces classements.

L'enseignement supérieur fonctionne en vertu de deux champs de représentation antagonistes: l'un, résidu de la période communiste, l'autre, configuré à la suite des efforts déployés après décembre pour relier l'enseignement occidental. L'enseignement universitaire pendant la période communiste comporte deux caractéristiques:

- le caractère restrictif et élitiste: les critères de sélection, d'évaluation et de promotion des futurs diplômés étaient généralement très stricts;
- il s'identifie, en général, à la *Licence*, les études doctorales étant réservées aux activités de recherche avancée et à l'embauche dans les universités (des emplois académiques).

La même représentation s'est maintenue même après 1990, tant parmi les étudiants et les enseignants, que sur le marché du travail. Par conséquent, à la fois pour un étudiant et pour un employeur (1), études supérieures sont synonymes avec *Licence* et (2) les niveaux supérieurs de *Licence*, respectivement maîtrise et doctorat, n'apportent pas d'avantages notables et n'exercent pas des fonctions très claires.

De là résultent de nouvelles conséquences²:

- En Roumanie, un *système inversé de Bologne* a été mis en place: la réduction des études de licence de 5 à 3 ans s'est faite non pas en le rendant plus facile, mais en modifiant le programme d'études, de sorte que ce qui était étudié auparavant en 5 ans s'est concentré sur 3 années, en partant du principe que la Licence est en fait le niveau le plus importante (sinon le seul) d'enseignement supérieur³;
- il n'y avait pas de correspondance claire entre le niveau d'éducation, les exigences liées à l'exercice de certaines professions et la dynamique du marché du travail (par exemple, en normalisant les métiers qui ne peuvent être exercés en l'absence de diplôme de master, en l'absence du titre de docteur, ou de ceux qui n'ont pas besoin de passer par les étapes supérieures au niveau de Licence).

Et dans le domaine de l'éducation, comme dans tous les autres secteurs de la vie sociale, *l'occidentalisation spécifique a la période post-communiste* s'est généralement limitée à adopter des modèles et des mécanismes institutionnels fonctionnels dans l'espace dans lequel ils ont été créés et développés. L'adaptation des formes *importées* au fonds de représentation et de culture local n'a pas permis de prendre le relais, de sorte que, à l'instar du système de Bologne, la mise en œuvre des aspects superficiels a coexisté avec la perpétuation ininterrompue du fond déjà configuré sous le régime communiste.

Références:

1. Giurescu, Dinu G.. 2001. *Învățământul în România între anii 1948-1989*, intervention lors de la cérémonie de remise du titre de Docteur Honoris Causa de l'Université de Craiova
2. Godin, Benoit. 2010. *Innovation Without the Word: William F. Ogburn's Contribution to Technological Innovation Studies*, Project on the Intellectual History of Innovation, Working Paper No. 5;
3. Hatos, Adrian. 2006. *Sociologia educației*, 2e édition révisée et ajoutée. Iași: Polirom;
4. Ilie, Gabriela. 2014. *Oferta educațională și piața muncii. Între dezechilibru și corelare*. Craiova: Sitech;
5. Kollontai, Alexandra. 1977. *Communism and the Family* în *Selected Writings of Alexandra Kollontai*. New York: Allison and Busby;
6. Otovescu, Dumitru. 2009. *Sociologie generală*, 5ème edition, Craiova: Beladi;

² Certaines idées ont été reprises et adaptées de la présentation du psychologue Daniel David sur le système de Bologne, soutenue à la U.B.B. Cluj en 2013, disponible à l'adresse <https://www.youtube.com/watch?v=DLtgcBPf2I>.

³ En ce qui regarde la dynamique de l'enseignement supérieur en Roumanie, voir Dumitru Otovescu, Cristina Otovescu, *The right to education and the dynamic of the higher education in Romanian* in Revista română de statistică no. 2, 2010, pp. 35-55.

7. Otovescu, Dumitru. Otovescu, Cristina. 2010. *The right to education and the dynamic of the higher education in Romanian* in Revista română de statistică no. 2, pp. 35-55.
8. Țoc, Sebastian. 2018. *Clasă și educație. Inegalitate și reproducere socială în învățământul românesc*. Bucurest: Pro Universitaria;
9. Vlăsceanu, Lazăr. 1995. «*Politica socială în domeniul educației*» dans Zamfir, Elena; Zamfir, Cătălin. 1995. *Politici sociale. România în context european*. Bucurest: Alternative, pp. 255-284
10. *** *Programul Partidului comunist de făurire a societății socialiste multilateral dezvoltate și înaintare a României spre comunism*. 1974. Bucurest: Politică;
11. *** *Loi sur l'éducation du 3 août 1948* (décret 175);
12. *** *Loi sur l'éducation du 13 mai 1968*;
13. *** *Loi sur l'éducation du 21 decembre 1978*